

**Tribune publique du Comité consultatif public mixte (CCPM) sur le projet « Atteindre l'horizon 2030 : une perspective environnementale pour la coopération nord-américaine »
4 et 5 décembre 2024, Mexico (Mexique)
Compte rendu sommaire**

POINT 1. Cérémonie d'accueil autochtone traditionnelle à la tribune publique du CCPM

Amelia Reyna Monteros Guijón, représentante autochtone de la Nation des Nahuas et membre du Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET), a marqué le début de l'événement avec une cérémonie en l'honneur des quatre points cardinaux et des éléments qui soutiennent la vie sur Terre. Elle a souligné le passage d'une vision du monde anthropocentrique à une vision du monde écocentrique, en exhortant à la protection de la Terre pour les générations futures.

POINT 2. Allocution de bienvenue par Esteban Escamilla, président du CCPM

Esteban Escamilla, président du CCPM, a présenté le projet *Horizon 2030*, en se concentrant sur les mesures stratégiques destinées à aider l'Amérique du Nord à atteindre ses objectifs environnementaux. Il a souligné les trois domaines de travaux, à savoir les technologies d'observation de la Terre (OT) et les autres outils de systèmes d'information géographique (SIG), les transports durables et les systèmes écosystémiques et la gestion durable de la biodiversité. Ces éléments sont soutenus par quatre thèmes transsectoriels : les connaissances écologiques traditionnelles (CET) et les perspectives autochtones; la justice environnementale; la gouvernance infranationale; et la participation du secteur privé, ainsi que la responsabilité sociale des entreprises.

POINT 3. Allocution d'ouverture par Jorge Daniel Taillant, directeur exécutif de la CCE

Jorge Daniel Taillant a souligné la nécessité urgente de lutter contre la triple crise planétaire et a invité les participant-es à réfléchir à la manière dont la Commission de coopération environnementale (CCE) peut contribuer aux solutions. Il a prôné la coopération régionale dans le cadre de l'*Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM)* et a terminé son allocution avec une réflexion sur la nécessité de repenser la relation de l'humanité avec la nature.

POINT 4. Panel de spécialistes et tables rondes sur les technologies d'observation de la Terre et les autres outils de SIG

Orlando Cabrera, chef de l'unité de la Qualité de l'environnement de la CCE, a ouvert la première séance en soulignant la manière dont les technologies d'observation de la Terre (OT), les SIG et les technologies d'intelligence artificielle (IA) soutiennent les mesures d'atténuation et d'adaptation en matière de changements climatiques grâce à une surveillance continue des polluants et des événements liés au climat. Il a mis l'accent sur la collaboration régionale et a soulevé des questions concernant l'accessibilité, l'intégration du savoir autochtone et la mise à profit de l'OT et des SIG pour soutenir l'action climatique en Amérique du Nord. Le premier panéliste, Steve DeRoy, directeur général de *The Firelight Group*, a parlé de cartographie autochtone, en soulignant des principes tels qu'un consentement libre, préalable et éclairé et la souveraineté des

données, ainsi que du rôle du Collectif de cartographie autochtone dans l'autonomisation des collectivités afin de les inciter à protéger leurs terres et à exposer leurs histoires au moyen de données spatiales. Ensuite, Blanca Estela Sánchez Reyes, présidente de *MbisBin Semilla para la Siembra* (grains d'ensemencement), a présenté un cas provenant du bassin Copalita-Zimatán-Huatulco à Oaxaca, où la conservation dirigée par sa collectivité, la surveillance par SIG et des pratiques agroécologiques permettent de lutter contre la déforestation, l'érosion des sols et la pollution. Elle a souligné l'importance de la mobilisation des jeunes, du développement de réseaux et des initiatives locales, malgré les défis tels qu'un accès limité aux technologies et aux ressources. Enfin, Judy Lai-Norling, cheffe de l'exploitation de *Carbon Mapper*, a présenté la technologie de surveillance par satellite des émissions de méthane et de CO₂ utilisée par *Carbon Mapper*, en partenariat avec la NASA. La plateforme publique de l'organisation informe sur les mesures d'atténuation, appuie la défense des intérêts locaux et alimente des efforts mondiaux tels que l'initiative « Réduction des émissions de méthane dans les déchets organiques » (*Lowering Organic Waste Methane Initiative, LOW-Methane*) des Nations Unies. Les outils à caractère sectoriel et la transparence sont essentiels à l'influence de l'organisation.

La séance s'est terminée par des questions du public et des tables rondes hybrides sur les priorités régionales, les possibilités de collaboration, l'intégration des CET et la création de solutions.

POINT 5. Panel de spécialistes et tables rondes sur les transports durables

Armando Yáñez Sandoval, chef de l'unité Croissance verte de la CCE, a ouvert la deuxième séance. Au cours de son exposé, il a souligné la nécessité de la coopération régionale, car le secteur des transports reste l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES) en Amérique du Nord. Il a appelé à des stratégies collaboratives et inclusives pour réduire les émissions et soutenir la prospérité économique.

La première panéliste, Tiffany Hind Bull-Prete, Ph. D., titulaire de la chaire de recherche du Canada de niveau II sur la résilience autochtone et professeure adjointe de sociologie à l'Université de Lethbridge, a mis en évidence le secteur des transports en tant que question de sécurité et d'accès dans les collectivités rurales et autochtones, appelant à un changement systémique et à la création d'un conseil trilatéral sur la mobilité qui réunirait les gouvernements autochtones. Andrés Rojo Maurer, conseiller en mobilité et en transport collectif au Mexique pour la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), a ensuite présenté le cadre « éviter-changer-améliorer » pour relever les défis en matière de mobilité et lutter contre les émissions au Mexique. Il a souligné un meilleur aménagement urbain, des transports en commun étendus en milieu rural et des technologies de véhicules propres. Enfin, Tim Dallmann, directeur du programme des partenariats internationaux du Conseil international des transports propres (*International Council on Clean Transportation, ICCT*), a décrit l'approche de l'ICCT en matière de décarbonisation des transports grâce à des véhicules à zéro émission, à l'amélioration de l'efficacité, au renouvellement des parcs de véhicules et à une réglementation plus stricte. Il a également présenté le Conseil de transition aux véhicules à zéro émission (*Zero Emission Vehicle Transition Council*), qui compte des partenaires nord-américains.

Au cours de la séance de questions et réponses et des tables rondes, les participant-es ont proposé des idées supplémentaires, notamment les transports en commun à la demande, un

réaménagement urbain, la réaffectation des budgets d'infrastructures automobiles et l'intégration des CET dans des solutions inclusives et axées sur les personnes en matière de transports.

POINT 6. Panel de spécialistes sur la création de solutions pour tou·tes

Julian Portilla a ouvert la troisième séance par un appel à l'action en matière de justice environnementale en Amérique du Nord. Il a cédé la parole à la première panéliste, Ingrid Waldron, Ph. D., professeure et titulaire de la chaire HOPE sur la paix et la santé dans le cadre du programme pour la paix mondiale et la justice sociale (*Global Peace and Social Justice Program*) à l'Université McMaster, qui a parlé de racisme environnemental au Canada, en soulignant la manière dont les inégalités structurelles en matière de santé et l'exclusion des évaluations environnementales nuisent aux collectivités marginalisées. Elle a préconisé l'intégration des CET et l'utilisation d'approches intersectionnelles qui tiennent compte de la race, du genre, de la classe et de la géographie. Ensuite, René LaPointe Jameson, fondatrice et dirigeante du HUB de Boston de l'organisation *Black Girl Environmentalist*, a mis en évidence les risques environnementaux disproportionnés auxquels sont confrontées les personnes noires et celles qui repoussent les frontières du genre. Elle a identifié le capitalisme, le colonialisme et la suprématie blanche comme des causes fondamentales de cette situation, et a appelé à une réglementation plus stricte sur les produits chimiques nocifs, à un investissement dans la création d'emplois verts et dans les transports en commun, et à la remise des terres aux collectivités autochtones. Enfin, Darcy Higgins a présenté le nouveau Réseau de collectivités pour la justice environnementale de la CCE, qui favorise la collaboration, le mentorat et les projets axés sur la résilience climatique dans l'ensemble de la région. Il a souligné la nécessité de réorienter le financement de la militarisation vers des projets environnementaux de base, en particulier au sein des collectivités vulnérables.

Pour conclure, les panélistes ont discuté avec le publique sur le développement d'alliances, l'importance du rayonnement numérique, ainsi que la mobilisation, à la fois des collectivités bien connectées et des collectivités mal desservies, en vue de la création de solutions systémiques.

POINT 7. Les voix des jeunes sur l'initiative H-2030

Cette séance a réuni des jeunes leaders de toute l'Amérique du Nord qui ont fait part de leurs points de vue sur la triple crise planétaire. Frida Treviño, une militante pour le climat du Mexique, a ouvert la séance par un appel à l'action en matière de justice environnementale et en faveur de l'application urgente des lois de l'environnement, surtout à la lumière des mégaprojets et de la crise de l'eau en cours. Elle a souligné que les collectivités marginalisées doivent être au cœur des solutions, et elle s'est exprimée contre les projets écocidaire. Agustín Ángel Bernabé, militant écologiste et cofondateur de Leaders4EARTH, a mis l'accent sur les connaissances spécialisées des jeunes en matière de technologies de SIG et d'observation de la Terre, en préconisant l'accès des collectivités aux données, l'amélioration des infrastructures, ainsi qu'un financement équitable au-delà des frontières. Il a appelé à une collaboration inclusive pour la cocréation de solutions climatiques. Sophie McCafferty, coordonnatrice des programmes éducatifs du Collectif alimentaire de Hudson, s'est concentrée sur la mobilité des jeunes. Elle a souligné le caractère inadéquat des réseaux de transport en commun du Canada, a appelé avec instance à un investissement dans des infrastructures axées sur les personnes, et a encouragé les villes à donner la priorité à l'accessibilité et à la sécurité plutôt qu'à une conception axée sur les voitures.

La séance s'est terminée par des questions du public sur l'agriculture durable, les droits fonciers des peuples autochtones et l'application des lois de l'environnement. Les panélistes ont souligné la nécessité de passer de modèles axés sur le profit à la résilience et la justice centrées sur les collectivités.

POINT 8. Mot de la fin de la première journée par Julian Portilla

Julian Portilla a clos la journée en remerciant les participant·es et en les invitant à se joindre aux discussions le deuxième jour de la tribune.

POINT 9. Allocution d'ouverture de la deuxième journée par Esteban Escamilla, président du CCPM

Le président du CCPM, Esteban Escamilla, a accueilli le public à la deuxième journée de la tribune, qui allait porter sur la biodiversité, la gouvernance infranationale et le rôle du secteur privé dans la lutte contre la triple crise planétaire. Il a souligné que la journée se terminerait par des réflexions des chef·fes d'unités de la CCE, des observations de l'animatrice du GSCET et un dialogue avec le public.

POINT 10. Cérémonie d'ouverture de la deuxième journée

Carlos Montaña a dirigé une cérémonie d'accueil autochtone traditionnelle, en invoquant les points cardinaux selon les traditions toltèque et aztèque. La cérémonie d'ouverture rendait hommage au Soleil, symbolisant l'énergie du Quetzalcoatl (serpent à plumes); le Nord représentant les ancêtres; l'Ouest incarnant le chemin rouge et l'énergie des femmes; le Sud symbolisant Huitzilopochtli et la volonté d'agir et le centre représentant l'origine de tous les êtres, la Terre mère, qui nous soutient et constitue le cœur de notre réalité.

POINT 11. Panel de spécialistes sur les droits des peuples autochtones et les connaissances écologiques traditionnelles

Guadalupe Yesenia Hernández Márquez, coprésidente du groupe de travail sur les connaissances autochtones et locales à IPBES, a mis l'accent sur l'importance des CET pour la durabilité environnementale, prônant l'intégration des contributions autochtones dans les cadres juridiques. Elle a souligné la nécessité d'aligner les actions mondiales sur les collectivités locales, en intégrant la science moderne et les connaissances traditionnelles, et en s'assurant d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé avant d'utiliser le savoir autochtone. La deuxième panéliste, Diandra Bruised Head, Kainaikii de la Tribu des Blood, a raconté l'histoire de la résilience du peuple des Pieds-Noirs, en se concentrant sur la restauration des populations de buffles grâce au Traité du Buffle (*Buffalo Treaty*), qui a revitalisé la culture et l'économie du peuple. Elle a souligné la réussite de la réintroduction du buffle et son rôle dans la sécurité alimentaire et la fierté communautaire. Les deux panélistes ont abordé des questions du public concernant l'intégration des connaissances traditionnelles dans les systèmes économiques, le rôle des médias sociaux dans la protection des droits des peuples autochtones, et les conseils aux dirigeant·es d'entreprises et de gouvernements. Elles ont recommandé de faire participer les peuples autochtones à la prise de décisions afin de changer les perspectives et de favoriser des liens plus profonds.

Malheureusement, Jason Chernow, secrétaire provincial de l'Environnement, des Changements climatiques et de la Gestion des urgences de la Nation métisse de l'Alberta, n'a pas été en mesure de participer à la séance pour des raisons de santé.

POINT 12. Panel de spécialistes et tables rondes sur les services écosystémiques et l'utilisation et la gestion durables de la biodiversité

Lucie Robidoux, cheffe d'unité, Écosystèmes, de la CCE, a ouvert la séance sur les services écosystémiques et la biodiversité, en mettant en évidence les menaces régionales communes et la nécessité d'une action trilatérale. Elle a souligné l'importance de l'intégration des connaissances locales et a invité les participant·es à envisager des solutions évolutives et axées sur les collectivités. Luis Fueyo MacDonald, expert-conseil en environnement à CeIBA, a souligné le rôle des écosystèmes sains dans la prestation de services, grâce, en grande partie, à la gérance assurée par les peuples autochtones. Il a proposé une approche en quatre étapes : développer des institutions de soutien, renforcer la coopération régionale, améliorer les cadres juridiques, et utiliser l'article 24 de l'ACEUM comme principe directeur. Kai Chan, professeur à l'Université de la Colombie-Britannique, a présenté une perspective relationnelle ancrée dans le savoir autochtone, en prônant avec instance des réformes axées sur la compensation des émissions de carbone qui prioriseraient la biodiversité, les valeurs culturelles et la cogouvernance communautaire. Il a défini cinq principes pour des mesures de compensation significatives et a fait référence à la campagne *Offset Reset* (rétablissement de la compensation) pour rétablir la confiance du public. Frankie Myers, vice-président de la tribu Yurok, a raconté la réussite de la restauration du fleuve Klamath grâce à l'enlèvement des barrages et à la revitalisation des populations de saumon. Il a appelé à une restauration à la base dirigée par les Autochtones, et a mis l'accent sur le financement et le respect des connaissances traditionnelles.

La séance s'est conclue par des questions du public sur un changement transformateur, l'exploitation des systèmes et la financiarisation possible de la nature. Frankie Myers a répondu aux préoccupations concernant la restauration perçue comme étant contraire au développement, en préconisant une production d'énergie durable et équilibrée. La séance s'est terminée par des tables rondes en personne et en ligne axées sur la collaboration régionale, l'intégration des CET et des exemples pratiques destinés à guider les efforts régionaux.

POINT 13. Panel de spécialistes sur le rôle des gouvernements infranationaux dans la lutte contre la triple crise planétaire

Annie Provencher, responsable du portefeuille Environnement et Changements climatiques au sein de la Fédération métisse du Manitoba (FMM), a présenté les Métis de la rivière Rouge comme l'un des peuples autochtones du Canada et le premier gouvernement métis reconnu au niveau fédéral. Elle a souligné la manière dont les changements climatiques ont des répercussions sur leur nation et a décrit les principales priorités de la FMM, y compris le renforcement des capacités, la collecte de données et la gérance de l'environnement, en collaboration avec des organismes fédéraux dans le cadre du plan climatique du Canada. La deuxième panéliste, Jennifer Norris, directrice générale du *Wildlife Conservation Board* (WCB, Conseil de conservation de la faune) de la Californie, a présenté l'initiative 30x30 de la Californie visant à conserver 30 % des terres et de l'eau d'ici 2030. Ancrée dans les revendications populaires, la stratégie comprend des consultations publiques,

l'acquisition de terrains, des servitudes de conservation et la restauration d'habitats. Elle a mentionné un investissement de plus de deux milliards de dollars effectué par la Californie dans la conservation, dont 40 % ciblent les collectivités mal desservies, et a souligné la nécessité d'un financement mixte public, privé et philanthropique. Enfin, Jesús Cruz López, représentant de l'Union des communautés et *ejidos* des vallées centrales d'Oaxaca, a décrit la manière dont les communautés autochtones et agraires—propriétaires de 51 % des terres du Mexique—gouvernent collectivement et gèrent une bonne partie de la biodiversité du pays. Il a cité l'exemple d'un vaste programme de paiement pour services environnementaux (PSE) regroupant 21 communautés qui travaillent ensemble à la conservation de l'eau et des forêts, selon les priorités de 2024, y compris le reboisement, la gestion des feux et l'équité entre les genres. En conclusion, les panélistes ont mis l'accent sur leurs visions du monde ancestrales, la valeur des connaissances écologiques traditionnelles (CET) et la consultation significative des citoyen·nes en tant que fondements essentiels de leur travail.

Au cours de la séance de questions et réponses, les intervenant·es ont souligné la manière dont la vision du monde de leurs organisations—façonnée par les connaissances traditionnelles et les liens ancestraux à la terre—soutient leur travail, la consultation et les connaissances écologiques traditionnelles étant les éléments clés de leurs méthodes.

POINT 14. Panel de spécialistes sur le rôle du secteur privé dans la lutte contre la triple crise planétaire

Le dernier panel de spécialistes a commencé avec Elizabeth Dove, directrice générale, Pacte mondial des Nations Unies Canada, qui a présenté l'initiative *Plus vite, plus loin*, qui porte sur les répercussions dans cinq secteurs clés : l'égalité entre les genres, l'action pour le climat, le salaire de subsistance, la résilience hydrique et la finance durable. Elizabeth Dove a décrit cinq priorités pour les gouvernements : rassembler et consulter les entreprises, offrir une clarté et une cohérence dans la réglementation, favoriser la collaboration et soutenir le leadership des entreprises. Ensuite, Alejandro Morales Heimlich, directeur général de Toroto (Mexique), a présenté le travail de son entreprise en matière de solutions fondées sur la nature, y compris le réapprovisionnement des aquifères et des projets volontaires de séquestration du carbone en partenariat avec les collectivités locales. Toroto a réalisé plus de 15 projets certifiés relatifs au carbone, et 75 % des revenus de crédit ont été reversés aux collectivités. Malgré ce succès, Alejandro Morales a souligné des défis liés aux flux de financement entre les pays du Nord et les pays du Sud, et a appelé à des garanties financières afin d'échelonner les impacts. Andrew Lawson Carranco, de la *North American Strategy for Competitiveness Organization* (NASCO, Organisation nord-américaine pour les stratégies axées sur la compétitivité), a présenté des exemples de membres qui abordent des questions environnementales clés : une infrastructure de financement durable à la frontière américano-mexicaine, l'intégration de la durabilité environnementale et de l'équité entre les genres dans la recherche et le développement et les chaînes d'approvisionnement, et la mise au point de nouvelles technologies pour moderniser le transport de marchandises. Il a mis l'accent sur l'innovation ascendante et les partenariats. Enfin, Iván Cornejo Villalva, directeur des organisations financières internationales à la *Nacional Financiera* (Nafin, Financière nationale), a parlé du rôle des banques de développement dans la durabilité environnementale, en particulier dans le soutien des petites et moyennes entreprises (PME). Nafin travaille par l'entremise d'intermédiaires financiers et vise à doubler la part de projets durables dans son portefeuille. Après la fin du fonds pour les changements

climatiques du Mexique, Nafin a créé un fonds durable de 70 millions de dollars pour continuer à soutenir les efforts en matière de climat.

Au cours de la séance de questions et réponses, les panélistes ont abordé la manière de promouvoir la collaboration entre les secteurs public et privé au niveau municipal et de veiller à l'acceptation sociale des projets relatifs au carbone grâce à la mobilisation des collectivités et à une répartition équitable des ressources.

POINT 15. Réflexions issues des domaines de travaux

Julian Portilla a invité les chef-fes d'unités de la CCE à réfléchir aux domaines de travaux liés à l'initiative *Horizon 2030*. Orlando Cabrera-Rivera (OT et outils de SIG) a mis l'accent sur la collaboration et l'apprentissage significatifs dans l'utilisation des technologies d'observation de la Terre et de SIG pour lutter contre les changements climatiques. Il a souligné les principales priorités—événements météorologiques extrêmes et sécurité de l'eau—identifiées lors d'une enquête récente. Il a mis l'accent sur l'importance de l'harmonisation des outils nationaux avec les besoins locaux, du renforcement des capacités et du respect de la souveraineté des données, en particulier pour les communautés autochtones. Armando Yáñez Sandoval (transports durables) a parlé de l'impact du secteur des transports sur l'environnement et de la nécessité de considérer les transports comme un enjeu à la fois économique et social. Il a appelé à l'utilisation d'approches coordonnées et inclusives, de mesures incitatives financières et d'infrastructures qui donnent la priorité aux personnes plutôt qu'aux véhicules, en abordant la justice environnementale et les besoins des collectivités. Lucie Robidoux (services écosystémiques et biodiversité) a mis l'accent sur l'intégration de la science et du savoir autochtone, sur le passage à des systèmes fondés sur la conservation et sur le soutien des cadres dirigés par les collectivités. Elle a exposé les principaux défis—caractère inclusif des politiques, lacunes dans l'éducation, crises relatives à l'eau—et proposé des mesures comme l'utilisation d'outils participatifs, un renforcement des réseaux et la responsabilisation du leadership autochtone pour atteindre les objectifs en matière de biodiversité.

POINT 16. Intervention de Kathy Hodgson-Smith, animatrice du GSCET

Kathy Hodgson-Smith a ouvert la séance en remerciant Amelia Reyna Monteros Guijón et en reconnaissant le leadership du CCPM et de la CCE. En réfléchissant aux exposés présentés dans le cadre de la tribune, elle a souligné le rôle essentiel des peuples autochtones dans la protection de la biodiversité et l'action pour le climat, en soulignant que le soutien du leadership autochtone et des connaissances traditionnelles contribue directement à l'atteinte de ces objectifs. Elle a mis l'accent sur les stratégies qui respectent les droits des peuples autochtones et la justice environnementale, avec des budgets qui leur sont expressément destinés, et a appelé à l'adoption d'une approche axée sur « la nature d'abord » et à la mise en œuvre d'idées partagées. Kathy Hodgson-Smith a souligné l'importance du partage des connaissances—en particulier des rôles des femmes autochtones—tout en s'assurant d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé, et en protégeant les droits dans le cadre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Elle a appelé à la mobilisation des jeunes, à l'utilisation d'approches axées sur les collectivités et au renforcement des capacités d'autodétermination, en prônant avec instance la consultation des institutions autochtones. Elle a terminé en remerciant Julian Portilla pour son rôle de facilitateur.

POINT 17. Dialogue ouvert avec les membres du CCPM

Le président du CCPM, Esteban Escamilla, a invité les membres à faire part de leurs réflexions. La modératrice Felicia Marcus, agissant en tant que modératrice du dialogue, a remercié la CCE et a souligné les domaines de travaux liés à l'initiative H-2030—observation de la Terre, transports durables, services écosystémiques et biodiversité—ainsi que les thèmes transsectoriels : CET, justice environnementale, gouvernements infranationaux et mobilisation du secteur privé. Elle a souligné la nécessité de solutions axées sur les collectivités, inclusives et spécifiques au contexte, d'une collaboration intergénérationnelle, et de cadres intégrant les connaissances techniques, sociales et traditionnelles. Les approches globales sont essentielles, en particulier pour aborder les compromis en matière de durabilité environnementale. Felicia Marcus a prôné avec instance l'adoption d'une prise de décisions inclusive et éclairée et de nouveaux modèles fondés sur des valeurs axées sur les personnes, ainsi que des initiatives cocréées. Elle a conclu en appelant à la participation du public et en remerciant les jeunes pour leurs contributions audacieuses.

Les membres du CCPM Octavina V. Trujillo, Robert Varney et Elizabeth Whitsitt ont exprimé leur gratitude et ont souligné l'inclusion des peuples autochtones, l'établissement de l'ordre de priorité en matière de financement et une prise de décisions fondée sur des données probantes. Elizabeth Whitsitt a appelé avec instance à un renforcement du soutien des économies autochtones et à l'amélioration de la coopération dans l'ensemble de la région.

Pendant le dialogue, les participant-es du public ont partagé des messages puissants d'unité, de savoir ancestral et de leadership des jeunes, en appelant à une action collective afin de protéger la Terre mère pour les prochaines générations.

POINT 18. Mot de la fin par Esteban Escamilla, président du CCPM

Esteban Escamilla, président du CCPM en 2024, a clôturé la tribune publique en réfléchissant à la crise civilisationnelle à laquelle nous sommes confronté-es—changements climatiques, pollution et perte de la biodiversité—et à la possibilité de dialogue inclusif et d'action collective qu'elle offre. Il a souligné le leadership croissant des peuples et des communautés autochtones, ainsi que des Premières Nations, dont les connaissances peuvent nous guider vers un avenir meilleur. Il a remercié l'ensemble des participant-es et des intervenant-es, ses collègues du CCPM, les membres du GSCET, l'équipe d'interprètes et le personnel de la CCE pour avoir contribué au succès de la tribune. Il a souligné que les discussions éclaireront les recommandations du CCPM, et a encouragé tout le monde à rester en contact par l'intermédiaire des comptes de médias sociaux de la CCE.

POINT 19. Cérémonie de clôture traditionnelle

Amelia Reyna Monteros Guijón et Carlos Montaña ont dirigé une cérémonie traditionnelle en l'honneur des éléments sacrés et des points cardinaux. Monteros Guijón a offert des gouttes de mezcal à l'Est, à l'Ouest, au Nord et au Sud, en invoquant la sagesse, l'orientation et la gratitude. Elle a souligné l'importance culturelle du rituel et la nécessité de protéger l'eau, le feu, l'air et la terre. Carlos Montaña a conclu en honorant les divinités de Teotihuacán et en invitant le public à crier « Mexique » sept fois, une puissante conclusion remplie d'unité, de lumière et de but.

POINT 20. Levée de la séance

La séance a été levée à 17 h 36.